

Op de voordracht van Onze Minister van Gezondheid van de Franse Gemeenschap en gelet op de beraadslaging van de Executieve van 26 augustus 1985;

Besluiten :

Enig artikel. De eerste zin van artikel 3, § 1, 2^o van het koninklijk besluit van 21 maart 1961, zoals het later werd gewijzigd, inzonderheid door het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 7 november 1984 en dit van 5 juli 1985, wordt door de volgende woorden aangevuld :

« ... en meer in het bijzonder de acties die de bestrijding van het tabaksverbruik ten doel hebben ».

Brussel, 26 augustus 1985.

Voor de Franse Gemeenschapsexecutieve,
De Minister-Voorzitter,

Ph. MOUREAUX

De Minister van Gezondheid en van Onderwijs,

R. URBAIN

F. 85 — 2620

3 SEPTEMBRE 1985. — Arrêté de l'Exécutif portant approbation du statut de l'aide senior s'appliquant au territoire de la région unilingue de langue française et abrogeant pour celle-ci l'arrêté ministériel du 6 avril 1967 portant approbation du statut de l'aide senior

Nous, Exécutif de la Communauté française,

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 24 décembre 1981 fixant la répartition des compétences entre les Ministres de l'Exécutif de la Communauté française;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 3 février 1982 réglant la signature des actes de l'Exécutif;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 30 mars 1983 réglant l'agrément des services d'aide aux familles et aux personnes âgées et l'octroi de subventions à ces services, tel que modifié par l'arrêté de l'Exécutif du 2 septembre 1985;

Vu l'urgence,

Arrêtons :

Article 1^{er}. L'arrêté ministériel du 6 avril 1967 approuvant et annexant le statut de l'aide senior est abrogé pour le territoire de la région unilingue de langue française.

Art. 2. Le statut de l'aide senior annexé au présent arrêté est approuvé pour le territoire de la région unilingue de langue française.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} juillet 1985.

Bruxelles, le 3 septembre 1985.

Pour l'Exécutif de la Communauté française :

Le Ministre des Affaires sociales de la Communauté française de Belgique,

Ph. MONFILS

Annexe

STATUT DE L'AIDE SENIOR

1. Définition de l'aide senior.

L'aide senior est intégrée dans le travail social. Elle doit avoir obtenu une attestation de capacité, délivrée par le Ministère de la Communauté française.

Elle est qualifiée pour aider momentanément les personnes ayant atteint l'âge de 60 ans minimum, les personnes adultes reconnues handicapées de manière permanente et définitive à 66 % au moins et dont la preuve est apportée au moyen de l'une des attestations reconnues par l'administration, les familles ayant à charge une personne adulte reconnue handicapée de manière permanente et définitive à 66 % au moins et dont la preuve est apportée au moyen de l'une des attestations reconnues par l'administration. Ces diverses personnes seront dénommées ci-après « les bénéficiaires ».

L'aide senior qui aide les bénéficiaires à domicile est engagée et travaille sous la responsabilité et le contrôle d'un service d'aide aux personnes âgées ou d'aide aux familles — privé ou public — agréé par le Ministère de la Communauté française.

2. Mission de l'aide senior.

L'aide senior est la collaboratrice des bénéficiaires. Elle maintient la vie familiale.

Elle est appelée à partager ou à assumer le travail normal ménager dans la mesure où les bénéficiaires ne sont plus à même de l'assurer normalement.

Cette tâche comprend entre autres : cuisine, entretien journalier des pièces d'habitation, repassage, petite lessive, raccommodage et éventuellement soins d'hygiène normaux à la personne ayant atteint l'âge de 60 ans minimum ou à la personne adulte reconnue handicapée.

L'aide senior aura le souci, en cas de nécessité, d'aider moralement et socialement les bénéficiaires, notamment en les orientant vers les instances compétentes et en les aidant à rétablir leurs contacts sur le plan social et familial.

3. Exigences professionnelles et relations entre le service, les bénéficiaires et l'aide senior.

1° L'aide senior étant engagée par le service et travaillant sous sa responsabilité, ne prend aucun engagement avec les bénéficiaires aidés. Elle ne peut modifier son horaire de travail qu'avec l'accord de la direction du service.

2° L'aide senior ne peut pas agir directement comme intermédiaire pour le règlement financier entre le service et les bénéficiaires.

Elle ne peut accepter ni cadeau, ni gratification.

3° L'aide senior est liée par le secret professionnel.

Tout ce qu'elle apprend dans l'accomplissement de sa tâche et tout ce qui lui est confié est soumis au secret professionnel.

Cette obligation la lie même après la fin de son contrat.

L'aide senior est discrète dans son comportement et dans l'accomplissement de sa tâche.

4° L'aide senior travaille en équipe et est dans tous ses actes solidaire de ses collègues. En cas de nécessité elle conseillera aux bénéficiaires de transmettre au service les réclamations éventuelles.

5° L'aide senior a le respect de la personne humaine, de la liberté de conscience et des opinions de chacun.

6° L'aide senior a le souci de perfectionner sans cesse sa formation professionnelle, notamment en suivant les cours organisés à cet effet par son service.

7° En dehors des soins d'hygiène normale, l'aide senior ne peut donner aucun soin médical, sauf en cas d'urgence.

Elle ne peut se substituer ni au médecin, ni à l'infirmière.

8° La profession doit respecter et développer la dignité humaine de l'aide senior.

Avant le début de l'aide, le service doit s'assurer des conditions de travail convenables des aides seniors chez les bénéficiaires, entre autres des conditions minimales d'hygiène physique et mentale, de salubrité et de sécurité.

9° L'aide senior peut prétendre à être traitée avec prévenance et en collaboratrice.

10° L'aide senior assume elle-même la responsabilité de son travail.

Elle ne peut donner suite aux directives des bénéficiaires aidés que dans le cadre des directives générales de son service.

11° L'aide senior peut travailler à temps partiel.

12° L'aide senior qui a perdu un temps de travail pour des raisons indépendantes de sa volonté sera rétribuée normalement.

13° L'aide senior porte un vêtement de travail adapté fourni par le service et un insigne distinctif officiel.

14° Un examen médical annuel est obligatoire.

Les frais de l'examen et éventuellement les frais de déplacement sont à charge du service.

15° Pour les actes de sa profession, l'aide senior a sa responsabilité civile couverte par le service.

4. Conditions de travail.

1° L'aide senior est engagée soit sous statut des agents des services publics, soit sous contrat de louage de services et est assujettie à la sécurité sociale.

2° Les conditions de travail de l'aide senior seront discutées et fixées de commun accord entre les représentants des organisations syndicales, les représentants des services et les représentants du Ministre qui a la Famille dans ses attributions, dans une commission compétente.

Vu pour être annexé à l'arrêté de l'Exécutif du 3 septembre 1985.

Pour l'Exécutif de la Communauté française :

Le Ministre des Affaires sociales de la Communauté française de Belgique,

Ph. MONFILS

VERTALING

N. 85 — 2820

3 SEPTEMBER 1985. — Besluit van de Executieve houdende goedkeuring van het statuut van de bejaardenhulpster dat toepasselijk is op het grondgebied van het eentalig Frans taalgebied en tot opheffing, voor dit taalgebied, van het ministerieel besluit van 6 april 1967 tot goedkeuring van het statuut van de bejaardenhulpster

Wij, Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het besluit van de Executieve van 24 december 1981 tot vaststelling van de verdeling van de bevoegdheden onder de Ministers van de Franse Gemeenschapsexecutieve;

Gelet op het besluit van de Executieve van 3 februari 1982 tot regeling van de ondertekening van de akten van de Executieve;

Gelet op het besluit van de Executieve van 30 maart 1983 tot regeling van de erkenning van de diensten voor gezins- en bejaardenhulp en van de toekenning van subsidies aan deze diensten, zoals het werd gewijzigd door het besluit van de Executieve van 2 september 1985;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid,

Besluiten :

Artikel 1. Het ministerieel besluit van 6 april 1967 tot goedkeuring van het statuut van de bejaardenhulpster met de bijlage ervan wordt opgeheven voor het grondgebied van het eentalig Frans taalgebied.

Art. 2. Het statuut van de bejaardenhulpster dat bij dit besluit is gevoegd, wordt goedgekeurd voor het grondgebied van het eentalig Frans taalgebied.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking op 1 juli 1985.

Brussel, 3 september 1985.

Voor de Franse Gemeenschapsexecutieve :
De Minister van Sociale Zaken van de Franse Gemeenschap van België,
Ph. MONFILS

Bijlage

STATUUT VAN DE BEJAARDENHELPSTER

1. De bejaardenhelpster, bepaling

De bejaardenhelpster is ingeschakeld in het sociaal werk. Zij moet een bekwaamheidsattest, afgeleverd door het Ministerie van de Franse Gemeenschap, bekomen hebben.

Zij is opgeleid om tijdelijk hulp te verlenen aan de personen die ten minste 60 jaar oud zijn, aan de volwassene die erkend zijn als voor minstens 66 % permanent en definitief gehandicapten, wier handicap gestaafd wordt met één van de door de administratie erkende attesten, aan de gezinnen die een volwassene ten laste hebben die erkend is als voor minstens 66 % permanent en definitief gehandicapte, wier handicap gestaafd wordt met één van de door de administratie erkende attesten. Deze verschillende personen zullen hierna « de begunstigten » genoemd worden.

De bejaardenhelpster die de begunstigten ten huize helpt wordt aangeworven door en werkt onder de verantwoordelijkheid en het toezicht van een private of openbare dienst voor bejaarden- of gezinshulp, erkend door het Ministerie van de Franse Gemeenschap.

2. Opdracht van de bejaardenhelpster.

De bejaardenhelpster is de medewerkster van de begunstigten. Zij draagt bij tot het instandhouden van het gezinsleven.

Haar opdracht is het normaal huishoudelijk werk gans of gedeeltelijk te verrichten in zoverre de begunstigten zelf hiervoor normaal niet meer kunnen instaan.

Deze opdracht omvat o.a. : koken, dagelijks onderhoud van de woning, strijk, kleine was, verstellen en eventueel gewone verzorging van de persoon die ten minste 60 jaar oud is of van de volwassene die als gehandicapte erkend is.

Bovendien zal de bejaardenhelpster, zo nodig, de begunstigten moreel en sociaal helpen, inzonderheid door hen te oriënteren naar de bevoegde instanties en te helpen in het herstellen van hun sociale en familiale contacten.

3. De vereisten van het beroep en betrekkingen tussen de dienst, de begunstigten en de bejaardenhelpster.

1° Daar de bejaardenhelpster aangeworven is door een dienst onder wiens verantwoordelijkheid zij werkt, treft zij geen schikkingen rechtstreeks met de geholpen begunstigten.

Zij mag haar werkrooster niet wijzigen zonder de instemming van de directie van de dienst.

2° De bejaardenhelpster mag niet rechtstreeks als tussenpersoon optreden inzake de financiële regeling tussen de dienst en de begunstigten.

Zij mag noch geschenken, noch giften in ontvangst nemen.

3° De bejaardenhelpster is gehouden door het beroepsgeheim. Alles wat zij verneemt door het vervullen van haar taak en alles wat haar daarbij wordt toevertrouwd valt onder haar beroepsgeheim.

Zelfs na het beëindigen van haar contract is zij hierdoor gebonden.

De bejaardenhelpster is bescheiden in haar houding en in het vervullen van haar taak.

4° De bejaardenhelpster werkt in equipegeest en is in al haar woorden en daden solidair met haar collega's.

In geval van klachten zal zij de begunstigten desnoods verwijzen naar de dienst.

5° De bejaardenhelpster eerbiedigt de menselijke persoon, de vrijheid van opvatting en levensbeschouwing van iedereen.

6° De bejaardenhelpster streeft ernaar zich verder in haar beroepsbekwaamheid te vervolmaken, inzonderheid door het volgen van de cursussen die ter zake door haar dienst worden ingericht.

7° Buiten de gewone hygiënische verzorging mag de bejaardenhelpster geen medische zorg toedienen, behalve in spoedgevallen.

Zij mag zich niet in de plaats stellen van dokter of verpleegster.

8° Het beroep dient de menselijke waardigheid van de bejaardenhelpster te eerbiedigen en te ontwikkelen.

Vooraleer de hulpverlening aanvat, zal de dienst bij de begunstigten nagaan of de werkomstandigheden voor de bejaardenhelpster behoorlijk zijn, onder andere of de begunstigten voldoen aan een minimum van fysieke en mentale hygiëne, gezondheid en veiligheid.

9° De bejaardenhelpster kan er aanspraak op maken met voorkomendheid en als medewerkster behandeld te worden.

10° De bejaardenhelpster is zelf verantwoordelijk voor haar werk. Zij kan aan de richtlijnen van de geholpen begunstigten slechts gehoor geven in het kader van de algemene richtlijnen van haar dienst.

11° De bejaardenhelpster kan een part-time werkrooster krijgen.

12° De bejaardenhelpster die wegens een oorzaak onafhankelijk van haar wil werktijd verliest, zal normaal vergoed worden.

13° De bejaardenhelpster draagt een aangepaste werkkledij verstrekt door de dienst en een officieel erkenningsteken.

14° Een jaarlijks geneeskundig onderzoek is verplichtend.

De kosten van het onderzoek en eventuele reiskosten zijn ten laste van de dienst.

15° Bij het uitoefenen van haar beroep is de burgerlijke verantwoordelijkheid van de bejaardenhelpster door de dienst gedekt.

4. De arbeidsvoorwaarden.

1° De bejaardenhelpster wordt aangeworven hetzij onder statuut van ambtenaren van openbare diensten, hetzij onder contract van dienstverhuring, en is onderworpen aan de sociale zekerheid.

2° De arbeidsvoorwaarden voor de bejaardenhelpster zullen besproken en bepaald worden na gemeen overleg tussen de vertegenwoordigers van de syndicale organisaties, de vertegenwoordigers van de diensten en de vertegenwoordigers van de Minister tot wiens bevoegdheid het Gezin behoort, in een commissie welke hiervoor bevoegd is.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Executieve van 3 september 1985.

Voor de Franse Gemeenschapsexecutieve :

De Minister van Sociale Zaken van de Franse Gemeenschap van België,

Ph. MONFILS

F. 85 — 2621

24 SEPTEMBRE 1985. — Arrêté de l'Exécutif modifiant l'arrêté de l'Exécutif du 30 mars 1983 réglant l'agrément des services d'aide aux familles et aux personnes âgées et l'octroi de subventions à ces services

Nous, Exécutif de la Communauté française,

Vu le décret contenant le budget de la Communauté française;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 24 décembre 1981 fixant la répartition des compétences entre les Ministres de l'Exécutif de la Communauté française;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 3 février 1982 réglant la signature des actes de l'Exécutif;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 30 mars 1983 réglant l'agrément des services d'aide aux familles et aux personnes âgées et l'octroi de subventions à ces services;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances;

Vu les délibérations de l'Exécutif du 26 août 1985;

Vu la nécessité de prendre sans délai la modification proposée afin de l'appliquer aux services publics;

Vu l'urgence ainsi motivée;

Sur proposition du Ministre des Affaires sociales,

Arrêtons :

Article 1er. 1° A l'article 7, § 4, les deux dernières phrases de l'arrêté de l'Exécutif du 30 mars 1983 réglant l'agrément des services d'aide aux familles et aux personnes âgées et l'octroi de subventions à ces services, sont supprimées et remplacées par : « Elle sera limitée à 43 % de la subvention forfaitaire horaire précitée ».

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er juillet 1985.

Art. 3. Le Ministre des Affaires sociales de la Communauté française est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 24 septembre 1985.

Le Ministre-Président,

Ph. MOUREAUX

Le Ministre des Affaires sociales,

Ph. MONFILS

VERTALING

N. 85 — 2621

24 SEPTEMBER 1985. — Besluit van de Executieve tot wijziging van het besluit van de Executieve van 30 maart 1983 tot regeling van de erkenning van de diensten voor gezins- en bejaardenhulp en van de toekenning van subsidies aan deze diensten

Wij, Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet houdende de begroting van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het besluit van de Executieve van 24 december 1981 tot vaststelling van de verdeling van de bevoegdheden onder de Ministers van de Franse Gemeenschapsexecutieve;

Gelet op het besluit van de Executieve van 3 februari 1982 tot regeling van de ondertekening van de akten van de Executieve;

Gelet op het besluit van de Executieve van 30 maart 1983 tot regeling van de erkenning van de diensten voor gezins- en bejaardenhulp en van de toekenning van subsidies aan deze diensten;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën;

Gelet op de beraadslagingen van de Executieve van 26 augustus 1985;

Gelet op de noodzaak zonder verwijl de voorgestelde wijziging te nemen om die op de openbare diensten toe te passen;

Gelet op de aldus gemotiveerde dringende noodzakelijkheid;